

Le Monde

Le contenu de ce site est le fruit du travail de 540 journalistes. Pour y accéder, nous vous proposons de choisir entre deux options :

Accéder gratuitement en acceptant l'utilisation de cookies.

L'accès gratuit au site (hors contenus exclusifs abonnés) est subordonné à votre consentement sur l'utilisation des cookies et technologies similaires utilisés par *Le Monde* et/ou ses [partenaires](#) (169), afin de stocker et/ou accéder à des informations sur votre appareil, pour analyser l'audience et développer ses produits, pour présenter des publicités et des contenus personnalisés et d'en mesurer les performances. Vous pouvez retirer votre consentement à tout moment.

À quoi servent les cookies ? ▾

Pourquoi *Le Monde* vous demande d'accepter les Cookies pour accéder au Site ? ▾

Ou s'abonner au *Monde* pour profiter de tous les contenus.

L'accès au site avec abonnement vous permet de consulter tous les contenus et archives du *Monde* depuis notre site et nos applications mobiles. En cliquant sur le bouton « Refuser et s'abonner au Monde », vous pourrez refuser les cookies ou paramétrer vos choix (hors cookies de fonctionnement et de mesure d'audience).

Accepter et continuer

Déjà abonné ? [Se connecter](#)

pour dire que c'était compliqué ou dangereux», a relaté le secrétaire national du Parti communiste, Fabien Roussel. « On va gagner du temps », avait souri François Bayrou, le président du MoDem, calculant que cette proposition avait du coup « peu de chance de prospérer ». Le président du Rassemblement national (RN), Jordan Bardella, se décrivait à la sortie comme « le seul porte-parole de ceux qui veulent maîtriser l'immigration ».

Dans le huis clos de la maison d'éducation de la Légion d'honneur de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), le chef de l'Etat a rappelé que les propositions de référendum formulées ces dernières semaines, que ce soit sur la fin de vie ou sur l'immigration, passent par une extension du champ de l'article 11 de la Constitution aux questions de société. Pour cela, Assemblée nationale et Sénat doivent adopter un projet de loi constitutionnelle dans les mêmes termes, qui doit ensuite être avalisé par une majorité des

trois cinquièmes du Congrès. Un double verrou difficile à faire sauter, au vu de l'état des forces en présence à Saint-Denis.

Lire aussi :  [Sur le référendum immigration, les ambiguïtés d'Emmanuel Macron](#)



La présidente (Renaissance) de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, le secrétaire général du parti macroniste, Stéphane Séjourné, François Bayrou et Jordan Bardella se sont dits favorables à élargir le champ de l'article 11 aux questions de société, précise l'Elysée.

En revanche, ni le président (LR) du Sénat, Gérard Larcher, ni celui du Conseil économique, social et environnemental, Thomas Doreau, ni l'ancien ministre, Édouard Philippe (L'Union) s'y sont

[Refuser et s'abonner au Monde →](#)

Le Monde

Le contenu de ce site est le fruit du travail de 540 journalistes. Pour y accéder, nous vous proposons de choisir entre deux options :

Accéder gratuitement en acceptant l'utilisation de cookies.

L'accès gratuit au site (hors contenus exclusifs abonnés) est subordonné à votre consentement sur l'utilisation des cookies et technologies similaires utilisés par *Le Monde* et/ou ses [partenaires](#) (169), afin de stocker et/ou accéder à des informations sur votre appareil, pour analyser l'audience et développer ses produits, pour présenter des publicités et des contenus personnalisés et d'en mesurer les performances. Vous pouvez retirer votre consentement à tout moment.



Ou s'abonner au *Monde* pour profiter de tous les contenus.

L'accès au site avec abonnement vous permet de consulter tous les contenus et archives du *Monde* depuis notre site et nos applications mobiles. En cliquant sur le bouton « Refuser et s'abonner au Monde », vous pourrez refuser les cookies ou paramétrer vos choix (hors cookies de fonctionnement et de mesure d'audience).

Déjà abonné ? [Se connecter](#)